# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

## collèges

Question au Gouvernement n° 2860

### Texte de la question

RÉFORME DU COLLÈGE

**M. le président.** La parole est à M. Franck Reynier, pour le groupe Union des démocrates et indépendants.

**M. Franck Reynier.** Madame la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, ma question porte sur la réforme des collèges – je pense que je ne serai pas le seul, cet après-midi, à vous interroger sur ce sujet.

L'école de la République est malmenée. Pourtant, l'école de la République est le socle même du « vivre ensemble » : elle doit permettre à chaque enfant, quelle que soit son origine sociale, de bénéficier de l'ascenseur social, d'atteindre l'excellence et de former l'élite de notre pays. Ce sont ces valeurs, celles de la République, qui nous réunissent.

Aujourd'hui, vous planifiez le nivellement par le bas, nous le craignons très sincèrement, parce que votre réforme va aggraver les inégalités.

Nous pensons que c'est une erreur, et que cette erreur va porter atteinte aux valeurs mêmes de notre République.

Il est important que chaque enfant puisse, s'il le souhaite et quelle que soit son origine sociale, bénéficier de cours de grec, de latin, ou apprendre l'histoire des Lumières. Celles et ceux qui ont des ressources plus importantes ne verront pas de différence, puisqu'ils pourront avoir accès à tout cela, mais nous sommes inquiets pour le socle républicain, pour le « vivre ensemble ».

Ce n'est pas, malheureusement, le premier échec de la politique que vous menez en matière d'éducation. Si nous regardons le bilan de la réforme des rythmes scolaires, nous pouvons aussi être inquiets de voir nos enfants fatigués *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC)* et nos collectivités locales fortement mises à contribution. D'ailleurs, la communauté éducative elle-même n'est pas convaincue par le bien-fondé de votre réforme.

Madame la ministre, ma conclusion est simple : stop ! Nous ne vous laisserons pas agresser nos collèges. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UDI et sur quelques bancs du groupe UMP. - Protestations sur les bancs du groupe SRC.)*

**M. le président.** La parole est à Mme la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

**Mme Najat Vallaud-Belkacem,** *ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.* Monsieur le député, je me reconnais parfaitement dans votre propos. Vous avez raison, notre objectif, notre ambition, cela doit être de permettre à chaque enfant, quelle que soit la famille dont il provient, de prendre l'ascenseur social en passant par l'école. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

**M. Élie Aboud.** Ce n'est pas vrai !

**Mme Najat Vallaud-Belkacem,** *ministre.* Est-ce ce que fait le collège tel qu'on le connaît ? Lorsqu'un enfant sur quatre sort du collège sans maîtriser les fondamentaux de français, de maths ou d'histoire, pouvez-vous vous dire satisfait du *statu quo* ? Nous réformons donc le collège.

Nous réformons le collège pour mieux accompagner les enfants, pour leur permettre de mieux apprendre, en innovant au niveau des pratiques pédagogiques. Cette réforme a été expérimentée dans bien des établissements et a démontré ses vertus – je pense en particulier à l'interdisciplinarité, à l'accompagnement personnalisé et au travail en petits groupes.

Nous réformons le collège pour mettre fin à un collège à deux vitesses, au sein duquel certaines propositions n'étaient faites qu'à 15 % des élèves. Nous, nous voulons parvenir à 100 % de collégiens concernés. C'est le cas notamment du latin et du grec puisque, je le redis ici, très loin des fantasmes et des contre-vérités, le latin-grec continuera à exister au collège…

**Plusieurs députés du groupe UMP .** Mais non !

**Mme Najat Vallaud-Belkacem,** *ministre .* …mais il sera offert à tous les collégiens et pas simplement à 18 % d'entre eux. Ceux qui voudront étudier de façon plus approfondie la langue latine et la langue grecque pourront le faire, et ce dans le même quantum horaire que ce qui existe aujourd'hui, sauf que ce sera destiné non plus à 18 %, mais à 100 % des élèves.

Monsieur le député, au fond, c'est notre conception de l'école qui nous oppose. Moi, je veux une école dans laquelle la réussite est réellement démocratisée car j'estime qu'à l'âge qu'ont les collégiens, il faut permettre à chacun d'entre eux de donner le meilleur de lui-même. Or on ne donne pas le meilleur de soi-même lorsqu'on est réparti dans des classes de niveau qui trient et sélectionnent les enfants !

La réussite pour tous, telle est mon ambition. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

**Mme Barbara Pompili.** Très bien !

## Données clés

**Auteur :** M. Franck Reynier
**Circonscription :** Drôme (2e circonscription) - Union des démocrates et indépendants
**Type de question :** Question au Gouvernement
**Numéro de la question :** 2860
**Rubrique :** Enseignement secondaire
**Ministère interrogé :** Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche
**Ministère attributaire :** Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

## Date(s) clée(s)

**Question publiée au JO le :** 13 mai 2015
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 13 mai 2015